

TRIBUNE

LE JOURNAL DU PLR VAUDOIS | N° 10 | MERCREDI 18 NOVEMBRE 2020

Sommaire

Édito – Mibé – Recommandations de vote	2
Message du président	3
Les députés en action – Agenda	10
Vu au PLR Vaud	11
Opinion – JLRV	12-13
Question de valeur	14
Dans le monde	15
Frivolités essentielles – On met le feu	16

seconde vague

La Lumière au bout du tunnel



POLITIQUE FÉDÉRALE
**Le fédéralisme à l'épreuve
de la pandémie**
Page 4



**Économie: la crise
de coronavirus peut aussi
être une opportunité**
Page 5



ÉLECTIONS COMMUNALES
**Cette fois c'est vraiment parti...
avec le slogan « Vaud demain »**
Page 8

POINT FORT
**Un soutien inventif
et pragmatique
dans une période difficile**
Page 9



Cette deuxième vague met nos sens sens dessus dessous... Vivre avec cette pandémie, accepter de jouer collectif pour surmonter la crise et des secteurs entiers de la vie économique sacrifiés forcent à la résilience. À chacun sa part du fardeau... Analyse et commentaire.

Pages 6-7

La vie CONTINUE...

par Fabienne Guignard,
rédactrice en chef

Bizarre que cette période que nous vivons, à la fois crise sanitaire d'importance et vivant comme si de rien n'était, ou presque... La solidarité entre cantons se fait sans grand enthousiasme. On parle même de « coronagraben »... Les élections continuent d'avoir lieu, au Jura, en Valais ou se préparent différemment. Par visioconférences pour désigner les candidats. Quelques stands en ville de cinq personnes ne favorisent pas vraiment le contact avec la population mais on est là, présents, solides, optimistes. Il y aura beaucoup de « tous-ménages » c'est sûr... heureusement, pour nous sauver, le vote par correspondance et sans fraude... Sauf si, au dernier moment, ces élections sont repoussées.

Les commerces sont ouverts mais les restaurants sont fermés. On met de côté tout ce qui fait le piquant de la vie en dehors du boulot, métro, dodo. Le matin tôt, on entend les voitures sortir du garage. Les transports publics sont à moitié pleins. Les gens, ceux qui le peuvent, travaillent à la maison mais pas tous les jours, question de rester en contact avec les collègues. Les enfants à l'école vivent à peu près comme avant, sauf qu'ils portent le masque dès 12 ans comme nous mais on s'habitue. Et finalement, c'est tant mieux.

Moins de vie sociale mais avec des mesures restrictives imposées par l'État, la vie économique ne s'effondre pas totalement sauf pour une catégorie de la population pour qui une fin tragique est annoncée. C'est d'elle dont il faut s'occuper du mieux qu'on peut. Une autre partie se sent davantage protégée par son statut, sécurité de l'emploi et salaire versé à la fin du mois. Le stress n'est pas le même pour tous.

Cette résilience alliée à une prudence au quotidien est une porte de salut efficace. La fin du tunnel existe bel et bien même si on n'en voit pas encore le bout avec précision. Mais bout il y a... Une grande leçon de vie... Cela méritait bien un dossier dans **TRIBUNE**.



PLR

Les Libéraux-Radicaux
Vaud

RECOMMANDATIONS DE VOTE DU 29 NOVEMBRE 2020

VOTATIONS FÉDÉRALES

NON

Initiative populaire « **Entreprises responsables – pour protéger l'être humain et l'environnement** »

NON

Initiative populaire « **Pour une interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre** »

C'EST QUI QUI PAIE ?

par Marc-Olivier Buffat,
président PLR Vaud, député

Le virus, l'un des êtres vivants les plus petits de l'Univers, a colonisé le monde, stoppé son économie; créant une récession sans précédent en temps de paix.

Toutes latitudes confondues, tous régimes politiques confondus (ou presque), la réponse est la même : il faut que l'État paie les conséquences de cette calamité sans cause !

Le confinement et ses accessoires entraînent une restriction de nos libertés impensable il y a quelques années. Sans vrai débat, nos sociétés ont choisi la protection, le protectionnisme et la régression sans coup férir; au détriment de la liberté, de la responsabilité et du libéralisme, voire du libre-échange.

En un claquement de doigts, les banques centrales ont fait tourner la planche à billets et injecté des centaines ou des milliards de devises dans l'économie – situation là-encore impensable il y a quelques années (cf. la limitation dans l'UE du déficit à 3% du PIB, critère désormais suspendu...).

D'où la création d'une « coronadette ». Ainsi, en France, 260 milliards d'euros ont été décaissés ou promis lors de la première vague, représentant plus d'une année de dépenses de l'État; ou encore 12 000 euros de dettes par habitant ! Pourtant, il n'y a pas « d'argent magique ». Au final, il y a toujours quelqu'un qui paie. Hormis les situations de guerre, la dette, et plus encore l'hyper-dette, ne peut s'effacer sans détruire en même temps du capital. La secousse sera sans doute considérable pour les générations futures, les épargnants, les caisses de pensions et tous les créditeurs; sans parler de hausses d'impôt massives.

En Suisse, il est désormais admis qu'il faudra environ 10 ans (au stade des pronostics actuels) pour résorber les coûts. On se souvient, qu'après la



dépression du début des années 90, il a fallu presque 20 ans au canton de Vaud pour retrouver des finances saines.

Désormais, le discours sur la rigueur budgétaire tend à être pris à défaut par le traitement de l'épidémie. Or, c'est précisément cette rigueur, notamment par l'utilisation du frein à l'endettement, qui a permis à la Confédération et aux cantons les moins endettés de réagir de la façon la plus immédiate et la plus efficace.

On voit cependant poindre un raisonnement vicieux: si l'on a trouvé des milliards pour le virus, pourquoi n'en trouverait-on pas pour l'éducation, les retraites, la transition énergétique, etc.? L'écologisme tend même à donner à la régression des couleurs flatteuses, moins de pollution, moins de trafic, consommation locale, etc.

Les deux initiatives sur lesquelles nous voterons NON le 29 novembre prochain s'inscrivent d'ailleurs dans la même logique. À l'heure où notre système économique est menacé par une importante stagflation (hausse de l'inflation, baisse de la production), notre pays et notre canton ont au contraire besoin de mesures fortes et non pas

d'interdictions juridiques et bureaucratiques supplémentaires.

Note du rédacteur:

À ce sujet, l'auteur recommande vivement la lecture de l'ouvrage de François Lenglet (qui participe régulièrement à la rubrique économique de TF1) « Quoi qu'il en coûte », Albin Michel, 2020.

La dette Lausannoise

PME Magazine publiait le 27 octobre 2020 une étude intéressante sur le classement des villes et pointait du doigt le boulet de la dette lausannoise: un endettement brut de 166% (200% en 2003). En termes concrets, cela signifie qu'il faudrait pour la rembourser y consacrer pendant quatre ans l'intégralité des revenus fiscaux de la ville. On bénéficie aujourd'hui de taux d'intérêts particulièrement bas. Qu'en sera-t-il lorsque les taux d'intérêts repartiront à la hausse, de même que l'inflation...

**Désormais,
le discours sur
la rigueur budgétaire
tend à être pris
à défaut par le traitement
de l'épidémie.**

publicité

Vérité N°3
AVEC TERRAVIN,
VOTRE CHASSELAS
EST SANS DÉFAUT
ET IL A LE GOÛT
D'UN CHASSELAS DU
TERROIR CHOISI!

EXIGEZ LE LABEL TERRAVIN
VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ
LES CRUS PRIMÉS SUR WWW.TERRAVIN.SWISS

VAUD

Le FÉDÉRALISME à L'ÉPREUVE DE LA PANDÉMIE

par Philippe Miauton,
président du PLR Lausanne,
conseiller communal

Les regards ont rarement été aussi tournés sur les sujets traités dans la Berne fédérale qu'ils ne le sont aujourd'hui. La consultation sur l'ordonnance sur les cas de rigueur focalise ces jours toutes les attentions. Il y aura clairement un avant et un après pandémie. Cette situation extraordinaire pousse cantons et partis politiques à se tourner vers nos autorités fédérales et nous amène à revoir notre approche du fédéralisme, bon gré mal gré.



S'il est un domaine dans lequel les cantons ont rapidement fermé les yeux sur le fédéralisme c'est en matière de financement.

Du point de vue sanitaire tout d'abord et dans une prérogative aussi cantonale que la santé. La première vague a vu la Confédération décréter l'état d'urgence et dicter les règles du confinement, au grand dam, après coup, des autorités cantonales au nom du sacro-saint fédéralisme. Quelques mois après, pour la seconde, devrait-on dire la deuxième vague, ce sont les cantons qui édictent des normes cantonales. Pour quels résultats ?

Début novembre, un habitant de Saint-Maurice ne pouvait consommer que jusqu'à 22 heures mais pouvait ensuite se déplacer à Lavey pour profiter de l'ouverture des bistrotis autorisée jusqu'à minuit dans le canton de Vaud. On pourrait démultiplier les exemples.

Aujourd'hui, les Genevois viennent faire emplettes dans le canton de Vaud, puisque certains magasins sont fermés au bout du lac mais pas sur sol vaudois. Cherchez la logique...

À l'échelle d'un petit pays comme le nôtre, dont certaines régions sont fortement imbriquées, l'épidémie, elle, ne connaît pas de frontières. Encore

moins, celles du fédéralisme. On peut comprendre la volonté des cantons de garder la main sur les décisions, ce d'autant plus à l'heure du «*coronagraben*», mais pour quelle efficacité au final ?

En revanche, s'il est un domaine dans lequel les cantons ont rapidement fermé les yeux sur le fédéralisme c'est en matière de financement. La Confédération a très rapidement mis à disposition des sommes colossales, se chiffrant en milliards, pour soutenir l'économie notamment. Les cantons, eux, à hauteur de leurs moyens ou de leur courage en ont, par la suite, fait de même.

À ce titre, les politiques, pourtant tant décriées, de frein à l'endettement et de gestion saine des dépenses, montrent aujourd'hui toute leur utilité, au moment d'allouer des budgets nécessaires à la crise. On remarquera que les cantons et les villes ne peuvent pas entreprendre les mêmes démarches selon que leurs politiques aient été plus cigales que fourmis. Aujourd'hui donc, tous les regards

se tournent vers Berne qui, elle, dispose des fonds nécessaires pour surmonter la crise, à la différence des cantons.

Le fédéralisme mérite bien entendu d'être défendu. Mais il mérite également d'être analysé à l'aune d'une pandémie qui redistribue les cartes, pour que l'on en tire les enseignements nécessaires. Il est à cet égard étonnant de voir les mêmes structures cantonales choyer, d'un côté, leurs prérogatives lorsqu'il s'agit de prendre des décisions par rapport à Berne mais de privilégier cette dernière, de l'autre, lorsqu'il s'agit de délier les cordons de la bourse. Ce d'autant plus lorsque les décisions cantonales obligent tout un pan de l'économie à l'inactivité.

Le fédéralisme mérite mieux que la course à l'échalote dont nous sommes aujourd'hui les témoins.

publicité

**Fiduciaire
PAUX Conseils
& Gestion**

- Comptabilité
- Fiscalité
- Gérance / PPE
- Organisation

Rue de la Gare 15 1110 Morges
Tél. 021 803 73 11
info@paux.ch - www.paux.ch

ÉCONOMIE : LA CRISE DE CORONAVIRUS PEUT AUSSI ÊTRE UNE OPPORTUNITÉ...

par Cédric Alber,
président du Conseil communal
de Lutry

La deuxième vague de la pandémie de COVID-19 est d'une grande violence, notamment pour notre économie. Nos entreprises, nos commerces souffrent; certains ne survivront pas à une crise à laquelle nous n'étions visiblement pas ou mal préparés. À terme, pourtant, cette crise sera peut-être une opportunité pour notre économie.

Face à ce profond bouleversement, touchant tous les secteurs de notre vie, de nouvelles idées et de nouveaux modèles d'affaires peuvent, doivent voir le jour. La Suisse est championne du monde de l'innovation. Année après année, elle figure en tête du classement des pays les plus innovants établi par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. À côté de cela, grâce à ses Universités, ses Hautes Écoles et ses Écoles polytechniques de renommée mondiale, notre pays est un poids lourd académique.

Mieux encore, notre pays possède une «*matière première*» que beaucoup nous envie, particulièrement en cette période troublée : la confiance.

Notre stabilité, notamment politique, notre neutralité, font de notre pays un terreau extrêmement fertile pour le développement des entreprises et notamment des start-ups.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'Arc lémanique est le berceau de la «*Trust Valley*» cette initiative valdo-genevoise portée notamment par notre conseiller d'État Philippe Leuba, dont l'objectif est de faire de la région lémanique un acteur mondial de premier ordre dans le domaine de la confiance numérique et de cybersécurité.

Tous les ingrédients sont donc là pour que de nouveaux leaders mondiaux naissent en Suisse. Sauf peut-être deux. Le premier, culturel, c'est le goût du risque. Là où, aux États-Unis, par exemple, l'on sait que l'échec est souvent synonyme de succès futur, il reste encore trop souvent mal perçu en Suisse.

L'autre, plus étonnant peut-être, est le financement. Longtemps, nos start-ups ont eu de la peine à trouver les fonds nécessaires à leur développement, les poussant trop souvent à partir à l'étranger.

Heureusement, la situation a changé depuis une dizaine d'années.

L'année dernière, notre ancien conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann lançait un fond d'investissement destiné à soutenir les start-ups et les PME innovantes, doté à terme de 500 millions de francs provenant de capitaux privés.

Bonne nouvelle également, la crise actuelle ne semble pas avoir entamé la confiance des investisseurs. Si les investissements ont diminué dans la première moitié de 2020 par rapport à l'année dernière, ils ont fortement progressé au second trimestre.

La Confédération, même – voire surtout – en ces temps de crise, doit poursuivre son soutien aux start-ups et aux PME innovantes; l'une d'elles est peut-être le Google ou l'Amazon suisse de demain!

La crise actuelle ne semble pas avoir entamé la confiance des investisseurs.



Notre pays possède une «*matière première*» que beaucoup nous envie, particulièrement en cette période troublée : la confiance.

publicité

**CAVE DE LA CRAUSAZ
FÉCHY**

Bettems frères S.A.
Chemin de la Crausaz 3
1173 Féchy
021 808 53 54
www.cavedelacrausaz.ch
Ouvert du lundi au samedi

Cave de la Crausaz - Féchy AOC La Côte
CHF 8.40 la bouteille

seconde vague à La RECHERCHE DU BON ÉQUILIBRE

par Fabienne Guignard,
rédactrice en chef

La Suisse faisait partie ce printemps des pays privilégiés, cités en modèle, qui avait réussi à bien gérer cette crise sanitaire. Aujourd'hui, sans vraiment savoir pourquoi, notre pays vit la plus haute seconde vague d'Europe.

L'inquiétude est très forte dans les services hospitaliers qui souffrent d'un manque de personnels plus que de lits ou de matériels sanitaires. Les pouvoirs publics ont pris la mesure de la situation. L'État, les cantons imposent des mesures plus ou moins contraignantes avec un seul but en tête: assurer un équilibre entre la sécurité sanitaire et la vie économique.

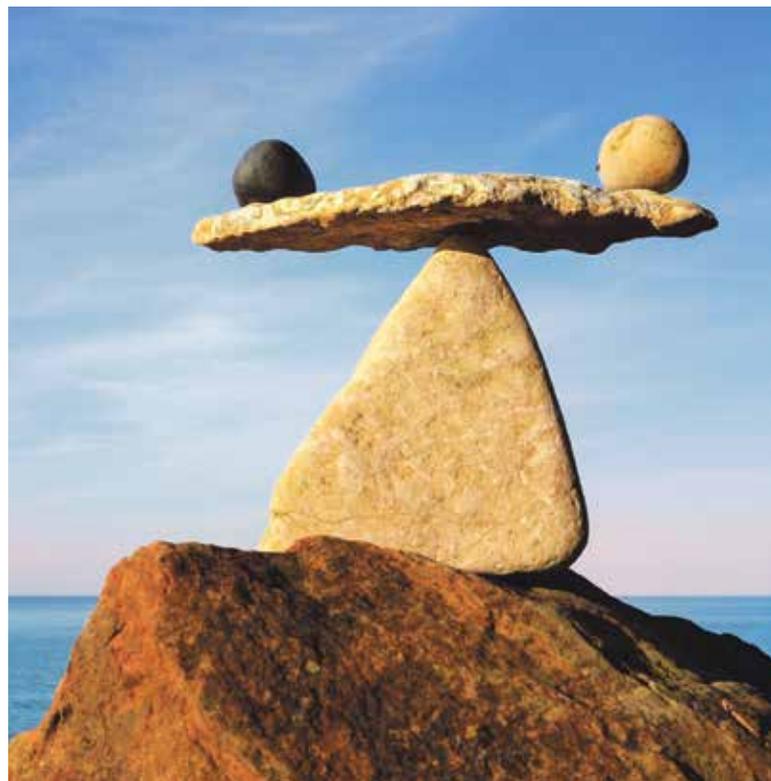
Ce défi, ce choix stratégique des autorités politiques repose sur un élément clé: la responsabilité individuelle et collective pour passer le cap au plus vite. Le débat est lancé: trop de contraintes pour les uns, pas assez pour d'autres, pas les bonnes mesures... Bref, chacun y va de son analyse, et la cohérence des actions politiques, fédéralisme oblige, n'est pas toujours au rendez-vous.

Quelle différence pourtant avec mars, avril... Le semi-confinement est ressenti différemment. Les enfants toujours à l'école ne sentent que peu les contraintes. Les magasins, encore ouverts, même s'ils sont

moins fréquentés, permettent de faire ses courses presque normalement. Le télétravail est recommandé mais pas obligatoire. Les sorties non essentielles dans notre vie personnelle sont repoussées. On vit en petits groupes... À ce jour, pas de mesures supplémentaires devraient être annoncées. L'économie n'est ainsi pas arrêtée et c'est tant mieux.

Les commerces, les PME dont les activités touchent de près ou de loin à la vie sociale passent un très mauvais quart d'heure. Y compris nos EMS. C'est à eux qu'il faut penser en priorité. À leurs employés aujourd'hui au chômage partiel et pour certains, bientôt au chômage tout court. Aux petits indépendants, aux chefs d'entreprise qui n'en dorment plus la nuit. Aux artistes désœuvrés sans revenu depuis des mois. Ils doivent être aidés, soutenus. Des sommes gigantesques ont été mises sur la table lors de la première vague mais Ueli Maurer joue aujourd'hui une autre mélodie, laissant aux Cantons le soin de vider principalement leurs propres bourses. En ne déclarant pas l'état d'urgence comme elle l'a fait en mars, la Confédération reporte sur les cantons la responsabilité des mesures particulières et donc les coûts financiers induits. Elle assumera de fait une participation financière fédérale seulement sur les cas de rigueur. Alors les cantons, en mauvaise posture négocient avec Berne des solutions de soutien plus étendues.

Une catégorie de la population, protégée par un statut lui assurant la sécurité de l'emploi, ressent moins que d'autres cette peur au ventre existentielle. Et c'est tant mieux que tout le monde ne vive pas dans la crainte de son avenir.



En ne déclarant pas l'état d'urgence, la Confédération reporte sur les cantons la responsabilité des mesures particulières et donc les coûts financiers induits.

D'où une surprise voire même une forme d'exaspération quand certains représentants de la fonction publique manifestent ces derniers temps dans la rue, interviennent dans les médias, pour des hausses de salaires, des meilleures conditions de travail. Même si ces revendications peuvent s'entendre en période calme, le sont-elles en période de crise? Même si c'est difficile. La solidarité, c'est aussi prendre son mal en patience pour respecter ceux qui vivent en situation bien moins favorable.

Nous n'avons pas d'autres solutions que d'apprendre à vivre avec cette épidémie sur la durée. Ce qui est sûr, c'est qu'il y a toujours une lueur au bout du tunnel. Restons optimistes!

publicité

Machines-Services – Bernard Thonney

Vente et réparation de toutes marques de tondeuses, tronçonneuses, fraiseuses, scarificateurs, débroussailluses, machines viticoles et communales. VéloMOTEURS Bye Bike.

Route du Jorat 8
1073 Mollie-Margot
021 781 23 33
079 310 56 66
b.thonney@bluewin.ch
www.machinesservices.com

METTRE LA RÉSILIENCE à NOTRE PROGRAMME

par Catherine Labouchère,
députée

...La deuxième vague du coronavirus frappe de plein fouet toute la société. La crise sanitaire a un impact fort sur la vie quotidienne et conduira à de lourdes répercussions, sur les plans économique et social. Ces constats établis, la question que tout un chacun se pose est de savoir comment être capable de faire face aux conséquences dont on peut déjà entrevoir l'ampleur à long terme.



Le défi pour les autorités et les scientifiques repose sur l'accompagnement des gens vers la résilience.

Cette crise à la durée incertaine, probablement longue, révèle à la fois une solidarité dans de nombreux secteurs et une fragilité propre à une société peu habituée depuis des années à lutter contre de multiples problèmes au même moment.

Lors de la première vague, le respect des mesures a été marqué. Avec la deuxième, l'adhésion aux restrictions est nettement moins consensuelle. La révolte gronde dans certains cercles, dans d'autres, c'est l'inquiétude, la résignation ou le rejet.

Le fédéralisme, si cher à nos traditions démocratiques, suscite chez beaucoup une incompréhension des variantes cantonales pour juguler la pandémie. Et pourtant, le virus continue à être présent, ennemi invisible et dangereux qu'il faut combattre avec la plus grande attention. La meilleure des préventions se résume en trois actions simultanées et constamment renouvelées : hygiène des mains, masque et distance entre les personnes. À cela, s'ajoute le respect de l'isolement si on est atteint par le

virus et de la quarantaine si on a été en proche contact avec un malade. Est-ce si difficile à comprendre ? Force est de constater que c'est le cas. Plusieurs raisons à cela, la peur des conséquences sur la vie personnelle et professionnelle, le besoin fort de contacts sociaux et la réticence à admettre que ce virus est sérieux.

Les messages de prudence lassent, les gens attendent un peu d'espoir, plus que des contraintes. Le défi pour les autorités et les scientifiques repose sur l'accompagnement des gens vers la résilience.

Pour cela, il faut des personnalités qui l'incarment et font front contre vents et marées pour tirer la population en avant. L'individualisme et l'immédiateté qui caractérisent la société de ce début du XXI^e siècle s'accrochent mal avec la patience et le bien commun.

Il est temps de rappeler que la responsabilité individuelle, valeur essentielle du PLR, ne consiste pas à l'isolement de chacun pour soi, mais à une démarche qui voit accepter que sa liberté s'arrête où commence celle des autres dans

le but d'avoir le meilleur résultat pour le bien de tous.

Si la résilience ne se décrète pas, elle peut s'apprendre. Malgré toutes les vicissitudes et les tragédies de l'histoire l'Homme a su s'adapter. Il n'y a pas de raison que cette fois encore il ne le fasse pas.

Il faut avoir le courage d'admettre que si nous sommes actuellement dans une période complexe et angoissante, il y aura un bout de tunnel et que nous saurons y arriver. Cela ne se fera pas sans effort, ni difficultés, mais affirmons que c'est faisable. Albert Camus n'écrivait-il pas que « la vraie générosité envers l'avenir consiste à tout donner au présent ». Alors oui la résilience est possible. Inscrivons-là à notre programme et donnons de nous-mêmes pour sortir de la crise.

publicité

IMPRIMERIE
MAGNENAT

Le plaisir
des couleurs

Avenue de Préfaully 30
1020 Renens

Tél. 021 312 03 73

info@magnenat.com
www.magnenat.com



CETTE FOIS C'EST VRAIMENT PARTI... SOUS LE SLOGAN « VAUD DEMAIN »

par Floriane Wyss,
secrétaire générale PLR Vaud

En 2021 auront lieu les élections communales ! La campagne s'organise et va bon train ! Après un événement qui a rassemblé de nombreux représentants de nos sections et arrondissements en août dernier pour traiter des questions logistiques, mais également stratégiques de la campagne, il est l'heure d'entrer dans l'opérationnel. Chaque section avance à son rythme, selon ses spécificités communales, mais un slogan commun et décliné en fonction des communes portera le message du PLR Vaud à travers tout le canton.



Notre slogan de campagne « *Vaud demain* » est indubitablement synonyme de progrès et de chances à saisir, mais reflète également la notion de volonté d'action.

également finances représentent les axes de ce document. Ces six thèmes sont alors précisés sous forme d'objectifs à viser au niveau communal. Ce programme permettra ainsi aux candidats PLR de s'approprier le contenu et de faire passer leurs messages, de même que d'exposer les raisons de leur engagement en fonction de leurs réalités locales. Mais au fait, être PLR c'est quoi ? Être PLR c'est notamment trouver des solutions réalistes aux problèmes qui se posent, mais également avoir une vision positive, sans jouer sur les craintes. Mais être PLR, c'est évidemment être PLR dans un contexte précis et donc faire face aux enjeux locaux. Ainsi, il est clair : nous sommes prêts et nous nous réjouissons de cette campagne, tous ensemble sous le slogan « *Vaud demain* » !

Un slogan clair, précis, qui se veut efficace et surtout tourné vers l'avenir : « *Vaud demain* ». La crise du Covid-19 nous demande de faire preuve de cohésion, de responsabilité et de solidarité, mais elle nous apprend également à avoir foi en l'avenir. « *Vaud demain* » s'inscrit précisément dans cette ligne. En effet, d'une part, par la volonté d'un message commun, nous soulignons l'importance d'être unis et soudés pour mener à bien des projets, d'autre part, le terme « *demain* » implique une notion d'évolution, de mouvement et donc d'espoir et de confiance. Mais ce n'est pas tout !

Il s'agit également de croire aux opportunités et de relever les défis qui se dressent devant nous.

Le PLR Vaud s'est toujours positionné comme un parti pragmatique ayant une vision constructive pour notre canton. Ce slogan n'aurait donc pas pu être mieux trouvé ! Nous voyons les succès comme le fruit d'un travail acharné et le résultat de décisions réalistes et concrètes. « *Vaud demain* » est indubitablement synonyme de progrès et de chances à saisir, mais reflète également la notion de volonté d'action.

Au-delà du slogan, un programme a été établi. Plusieurs thématiques communales prioritaires pour notre parti sont en effet ressorties des différentes discussions qui ont eu lieu lors des ateliers qui se sont tenus en août dernier. Nous avons donc condensé les échanges et élaboré un programme qui s'érige comme une boîte à outils pour nos sections et ses représentants. Mobilité, durabilité et innovation, économie locale, politique familiale, sécurité publique, mais



CONTINUEZ DE NOUS SUIVRE



Instagram
instagram.com/plrvaud/



twitter.com/PLR_VD
@PLR_VD



facebook.com/PLR.LiberauxRadicauxVaudois/
@PLR.LiberauxRadicauxVaudois

Plus d'infos sur notre site internet :
<https://www.plr-vd.ch/campagnes/elections-communales-2021>

UN SOUTIEN INVENTIF ET PRAGMATIQUE DANS UNE PÉRIODE DIFFICILE

par Jean-Daniel Carrard,
député, vice-président
du Groupe au Grand Conseil
et syndic d'Yverdon

La crise du COVID-19 a ceci de particulier qu'elle met plusieurs fois par semaine la Confédération et les cantons sur le devant de la scène. Les points de presse, traditionnellement suivis par les seuls journalistes, sont désormais très regardés par la population. Dans cette période pandémique, pleine d'incertitudes, les actions des communes passent ainsi souvent sous les radars médiatiques. Autorités de proximité, celles-ci sont pourtant en première ligne, pas seulement pour appliquer et faire respecter les consignes venues de plus haut, mais pour répondre aux besoins et aux attentes des habitants.

Ainsi en-a-t-il été d'Yverdon-les-Bains dès la mi-mars. La deuxième ville du canton de Vaud a adapté en quelques jours ses dispositifs de gestion de crise à une situation inédite. Le souci prioritaire a été d'assurer aux populations dites « à risques », obligées de se confiner chez elles, la livraison de produits alimentaires et de nécessité. Le dispositif « *Ville d'Yverdon solidaire* » est devenu rapidement opérationnel: lignes téléphoniques pour la prise des commandes, organisation et facturation des livraisons en lien avec les commerces, forces de travail des employés de l'administration (mis au chômage technique par la suppression de leurs activités usuelles) réalloués à cette nouvelle mission. Quelque 1500 livraisons ont été effectuées entre le 23 mars et le 5 juin, touchant 400 ménages, grâce à 140 collaborateurs de l'administration impliqués à des degrés divers.



Ayant répondu en priorité à l'urgence de l'approvisionnement, « *Ville d'Yverdon solidaire* » a ensuite proposé à la population semi-confinée un programme culturel: des lectures à distance, une plate-forme pour recueillir des œuvres artistiques « *à ma fenêtre* », le visionnement de courts métrages.

Dès avril, en soutien au tissu économique et associatif local, la Municipalité a décidé de renoncer à l'encaissement des loyers pour les détenteurs de la plupart des baux commerciaux de la Ville. Cette mesure s'est prolongée, dans certains cas, en fonction des dates de reprises des activités ou des difficultés rencontrées spécifiquement par l'un ou l'autre secteur. L'exécutif a ainsi apporté « *un bol d'air* » aux commerçants et associations devant assumer des charges constantes.

Lorsque les restaurants ont pu rouvrir, elle a autorisé l'extension des terrasses sur le domaine public, gratuitement. Cette action a été prolongée jusqu'à la fin de l'année. Enfin, sur le plan culturel et sportif, la Municipalité a réalloué la moitié des montants budgétés pour des manifestations qui n'ont pas pu avoir lieu

pendant le premier semi-confinement. C'est ainsi une somme de 180 000 francs qui a été injectée pour des clubs, des institutions, des artistes ou des projets.

En complément des dispositifs et plans cantonaux et fédéraux, le budget ordinaire de la Ville pour 2020 a ainsi permis de venir en aide aux commerçants et à la population, de manière ciblée, inventive et pragmatique.

La commune d'Yverdon a autorisé l'extension des terrasses sur le domaine public, gratuitement. Cette action a été prolongée jusqu'à la fin de l'année.

publicité

ACTIFS AU COEUR DE VOTRE RÉGION

Golay Immobilier
Gérance - Courtage - PPE

- Conseil immobilier
- Gérance et rénovation d'immeubles
- Administration de PPE
- Courtage

www.golay-immobilier.ch

Grand-Chêne 2
1003 Lausanne
Tél. 021 341 01 01

Service location:
Tél. 021 341 01 10

usp^p vaud SwissRéseau

Face à La deuxième vague : PRÉSERVER, DÉFENDRE, SOUTENIR

par Candice d'Anselme,
secrétaire générale adjointe PLR Vaud

UNE POLITIQUE À 360° POUR PRÉSERVER LE TISSU ÉCONOMIQUE VAUDOIS

Nombreuses sont les aides et les mesures qui ont déjà été apportées pour soutenir certains secteurs de l'économie vaudoise. Or, la crise sanitaire est sujette à de nombreuses évolutions et notre parti craint l'incertitude dans laquelle bien des industries sont plongées. Pour anticiper les effets à venir de la crise et maintenir le tissu économique vaudois dans son ensemble, le PLR demande par l'intermédiaire de son président de créer un fonds de soutien de 200 millions de francs avec les objectifs suivants : assurer une complémentarité avec les aides fédérales, garantir une égalité de traitement entre les branches de l'économie, et surtout préserver les emplois des Vaudoises et des Vaudois.



Jean-Daniel Carrard

UNE MESURE À 0 FRANCS : SOUTENIR SANS PESER SUR LES FINANCES PUBLIQUES

À l'approche de la saison hivernale, les terrasses des cafés et des restaurants sont chauffées pour accueillir les clients. Or, la loi n'autorise l'utilisation de chauffettes qu'à la condition qu'elles fonctionnent au moyen de pellets : une installation extrêmement coûteuse. Notre député **Jean-Daniel Carrard** a donc obtenu une dérogation jusqu'au mois d'avril pour que les cafetiers et restaurateurs puissent chauffer leurs terrasses au moyen du gaz ou de l'électricité. Si ces établissements sont actuellement fermés, le PLR propose la mise en place d'outils leur permettant de rouvrir dans les meilleures conditions. Voici une solution concrète pour une branche en souffrance qui ne coûte rien aux finances du canton.



Stéphane Masson

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS DE LA SANTÉ : SOLIDARITÉ ET ÉQUITÉ

Les établissements sanitaires vaudois ont fourni des efforts colossaux pour faire face à la première vague de cas d'infections. En effet, les hôpitaux publics mais également les cliniques privées ont été réquisitionnés et tenus de mettre leurs ressources à disposition pour contenir la pandémie. Il en résulte un évident manque à gagner pour ces deux types d'établissements et, si le Conseil d'État a prévu de financer le manque à gagner des hôpitaux subventionnés, les cliniques privées n'en bénéficieront pas. Le député PLR **Stéphane Masson** a donc interpellé le gouvernement sur cette surprenante iniquité, d'autant plus surprenante que les cliniques privées mettront à nouveau leurs ressources à disposition dans le cadre de la deuxième vague.



Florence Bettschart-Narbel

POUR QUE CHAQUE CITOYEN PUISSE ACCÉDER AUX TESTS RAPIDES !

Alors que certains cantons ont autorisé les pharmacies à procéder à des tests rapides de dépistage du Covid-19, les pharmaciens vaudois – pourtant prêts à aider – ne le peuvent pas encore. C'est pourquoi notre députée **Florence Bettschart-Narbel** a déposé une résolution pour que les tests rapides antigéniques soient disponibles en pharmacie en plus des centres de dépistage d'Unisanté. Le PLR est convaincu de la nécessité d'étendre l'accessibilité des tests rapides et de respecter la logique « tester – tracer – isoler » pour lutter contre l'explosion des cas d'infection au Covid-19.

AGENDA POLITIQUE

Save the date !

STANDS

■ Au vu de la situation sanitaire
PAS DE PROGRAMME DE STANDS

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

■ PLR Pully-Paudex-Belmont

Je 26 novembre, 20 h

PAR VISIO-CONFÉRENCE

■ PLR Épalinges

Date encore à déterminer

PAR VISIO-CONFÉRENCE

CDL

■ La soirée du CDL agendée

le 4 décembre au Mirabeau

EST ANNULÉE

PLR VAUD

■ Le Congrès prévu le 25 novembre

EST ANNULÉ



TRIBUNE

■ Prochaine parution

VERSION UNIQUEMENT ÉLECTRONIQUE

Mercredi 16 décembre 2020

■ Délai rédactionnel

Lundi 7 décembre 2020

AU REVOIR FLORIANE WYSS ET BONNE CHANCE À BERNE...

par Fabienne Guignard,
rédactrice en chef

Qui aurait dit en début d'année que je devrai dire « au revoir » à Floriane alors que je lui disais « welcome » en janvier seulement. Décidément cette année 2020 aura été l'année de toutes les surprises...

Une année où l'on s'est beaucoup parlé au téléphone, par WhatsApp mais pendant laquelle finalement on s'est peu vues en vrai... Des conversations sincères, son amour pour son grand-papa à Féchy, avec qui elle va souvent partager une assiette, m'ont fait découvrir une personne attachante, gaie, rayonnante... Mais le poste de secrétaire générale est un job difficile en temps normal. Que dire quand on le vit dans une période extraordinaire...

Floriane s'est retrouvée catapultée dans un tourbillon d'émotions venant de toutes parts, que ses fonctions lui demandaient de contrôler au mieux et tout cela en apprenant son nouveau métier. Soyons honnêtes, ce furent des débuts difficiles pour notre jeune collègue... pour n'importe qui dans cette situation.

Le télétravail a permis à chacun de continuer ses tâches avec succès. Mais quel stress, quelles difficultés il lui aura fallu surmonter pour que finalement tout se passe bien avec les sections et les membres. En pleine crise, les initiatives parlementaires des députés qui, sitôt de retour en plénum, ont voulu rattraper les sessions perdues, furent permanentes. Les enjeux étaient de taille. Les communiqués de presse se succèdent à un rythme effréné, la campagne des Communales est lancée fin août et voilà que d'un coup, la crise repart comme jamais... Floriane était toujours là, fidèle au poste, même si elle sera une des victimes de ce méchant virus en septembre déjà...



Un secrétariat quasi totalement renouvelé mi-mars, une pandémie qui pointe son nez juste avant, un confinement et ses incertitudes auront pourtant permis à notre jeune secrétaire générale de toujours faire preuve d'optimisme et de proposer et mettre en place des solutions pratiques et efficaces. Floriane, c'est la joie de vivre personnifiée. On peut compter sur elle, résistant bien au stress. La voilà aussi sérieuse qu'extravertie... Elle prendra soin de son petit monde, défendant sans compter, au propre et au figuré, les petits commerces et les restaurants. Faut dire qu'elle aime bien les bons petits plats...

C'est sur Instagram, son réseau social de prédilection, qu'elle passera quotidiennement ses messages, politiques et plus légers. Floriane est, ce que l'on peut appeler, une jeune femme branchée... Celle de toutes les nouveautés.

Elle sera en charge du premier congrès avec les mesures sanitaires à Payerne lors du déconfinement en juin, du premier congrès en visioconférence

pour celui de septembre. Du jamais vu. Rien ne lui aura été épargné mais elle a tenu bon. Car il faut le dire, c'est une grande bosseuse, toujours disponible... trop peut-être...

Floriane nous quitte, sans nous quitter vraiment, car elle rejoint la nouvelle équipe de communication du PLR Suisse. Une opportunité qui ne

se refuse pas... Elle sera en charge de la communication pour la Suisse latine romande. Elle va ainsi continuer à nous suivre, elle va toujours lire **TRIBUNE**... Ouf...

Alors Floriane, on ne peut que te dire un grand merci pour tout ce que tu as fait pour le PLR Vaud durant cette année exceptionnelle. Continue à mettre ton enthousiasme pour défendre nos idées PLR. Forges-toi un bel avenir. Il est entre tes mains. Et surtout, continue tes petites « Stories » sympas... comme celles du « *Lepetitromand* », elles font du bien...

Floriane nous quitte, sans nous quitter vraiment, car elle rejoint la nouvelle équipe de communication du PLR Suisse.

publicité



Portes blindées en acier
Logement, locaux professionnels, chambre forte, salle d'armes, panic room :

- confidentialité & service de qualité
- fabrication sur mesures
- serre-mécanique ou électromécanique de haute sécurité
- superstructure et blindage évolutifs
- ancrage résistant dans la maçonnerie

Devis gratuit !
Contactez-nous !

 **ombrella**
conseils en sécurité

tél 021 617 00 17
fax 021 617 00 18
case postale 1144
1001 Lausanne
www.ombrella.swiss

LIBÉRALISME ET ÉCOLOGIE SONT-ILS COMPATIBLES ?

par Olivier Meuwly,
vice-président du CDL

Tel était le thème de la soirée-discussion organisée par le Cercle démocratique de Lausanne (CDL) le 13 octobre dernier. Et une question piège pour le PLR, vitrine du libéralisme politique en Suisse et qui s'est souvent caractérisé par des discours contradictoires en la matière, oscillant entre réticences profondes envers une politique écologique forte et un volontarisme occasionnel dans lequel certains discernent surtout des visées opportunistes.

Tous s'accordent à dire, à juste titre, que le politique ne doit pas céder la main aux scientifiques...

La soirée du CDL n'a comme prévu apporté aucune réponse définitive. Elle a en revanche permis de mettre en évidence les questions sur lesquelles le PLR doit impérativement se pencher, au risque de se retrouver impuissant à répondre aux demandes de la société qui vont sans aucun doute augmenter à l'avenir.

Personne ne nie les faits: la situation est grave. Il faut donc agir. Mais jusqu'où sans déroger aux principes libéraux? Les regards se tournent vers la science et l'innovation. Mais cette foi dans la technologie ne devrait-elle pas convaincre les libéraux d'écouter attentivement ce que disent les scientifiques... qui réclament une action urgente même si les libertés doivent en souffrir? Et ne risque-t-on pas de s'engager dans une fuite en avant technologique? En même temps, tous s'accordent à dire, à juste titre, que le politique ne doit pas céder la main aux scientifiques...

Un passage par les taxes d'incitation semble séduire maints libéraux, du moins tant qu'elles ne se transforment pas en impôts nouveaux. Comment identifier la limite? «Limite», voici un mot clé pour le libéralisme qui s'est fondé sur cette notion pour justifier la liberté comme principe cardinal de la vie sociale et politique. Et le libéralisme a toujours su poser des limites là où c'était nécessaire. Le libéralisme ne devrait-il dès lors pas en profiter pour mieux saisir les limites auxquelles se heurte l'Univers et ainsi mieux accepter les règles forcément restrictives qu'exige la situation?

Tout le monde condamne la loi comme moyen de changer les comportements, à coup d'interdits. Mais des exceptions ne sont-elles pas souhaitables face au réchauffement climatique? Voilà quelques-unes de nombreuses questions apparues dans la discussion et que doit reprendre à son compte le libéralisme s'il entend peser sur les débats à venir. Sa crédibilité dépendra autant des réponses qu'il suggérera que de la qualité des questionnements qu'il acceptera d'insérer dans son «logiciel» intellectuel.



INITIATIVE SOS COMMUNES

par Sylvie Fuchs,
présidente du Conseil de Saint-Prex

J'en appelle à la sauvegarde des communes par une réforme du pacte sur le financement de la facture sociale. Nous nous voulons fédérateurs car les communes Vaudoises ont un intérêt commun, celui de ne plus subir l'écrasement de nos finances qui nous pousse à un endettement inquiétant.

Le système de solidarité communes / Canton a bien fonctionné et permis d'assainir les finances du Canton, puis progressivement montré ses limites jusqu'à devenir un étai sur les finances communales. Le futur s'assombrit avec cette période de pandémie qui va avoir des impacts tant des entreprises que des collectivités, conséquences financières et sociales bien-sûr.

Je me souviens de ma motivation à être élue au Grand Conseil. Elle n'a pas changé. Mon message était «Redonner des marges de manœuvre aux communes Vaudoises». Il reste d'une actualité criante.

On nous rétorque que les communes sont riches, ce n'est plus le cas. L'effet de balancier de la dette cantonale est passé quasi totalement sur les communes.

Aujourd'hui la santé financière du Canton nous réjouit, mais nos communes étouffent sous la dette.

Trois options s'imposent: augmenter les impôts, arbitrer et refuser des projets pour servir la population, ou aller au surendettement.

Le canton de Vaud doit se comporter comme les autres cantons, en tenant son rôle sur la facture sociale et en mettant en œuvre les mesures nécessaires pour endiguer l'augmentation des coûts.

Nous voulons des solutions pérennes.

Ce n'est pas un accord partiel qui suffira, même s'il va dans le bon sens et j'en remercie M^{me} Luisier qui fait un travail remarquable. Nous devons être audibles et ne plus accepter d'être ignorés car nous représentons la population.

Il nous faut une solution de fond, alors que les nuages noirs s'amoncellent, et nous ne pouvons pas accepter un petit pansement alors que la blessure est devenue si profonde.

Je donne mon énergie à l'initiative qui a lancé son mouvement avec fierté car notre cause est juste. Avec notre députée M^{me} Josephine Byrne: «Redonnons des marges de manœuvre aux communes Vaudoises».

Prenez soin de vous et des autres!

Soyons prudents, résilients,
et optimistes! TRIBUNE

TUER L'INDÉPENDANCE DE LA BNS AU NOM DE LA PAIX ?

par Lev Virovets,
membre du comité des JLRV

Le 29 novembre, le peuple suisse se prononcera sur l'initiative contre le commerce de guerre, lancée par le GSSA en 2017. Elle souhaite, entre autres, interdire à la BNS et aux caisses de pension d'investir dans les entreprises qui réalisent plus de 5% de leur chiffre d'affaires avec la fabrication du matériel de guerre.



Une banque nationale ne doit jamais être placée sous tutelle, sous aucun prétexte.

Derrière cette formulation assez complexe se cache en réalité un fait simple: les initiants proposent de mettre la Banque Nationale Suisse sous tutelle, alors que son indépendance est ancrée dans notre Constitution à son article 99.

La possibilité d'exercer une politique monétaire complètement indépendante est cruciale pour toute banque nationale, surtout en temps de crise. Il n'est donc pas raisonnable d'imposer de nouvelles contraintes politiques à la BNS au moment où la Suisse est en pleine récession. La crise de 2008-2009 a bien montré que seule une marge de manœuvre maximale a permis à notre banque nationale de sauver l'économie helvétique. De plus, le peuple suisse avait déjà refusé de mettre la BNS sous tutelle en 2014: l'initiative «*Sauvons l'or de la Suisse*». Celle-ci visait justement à imposer des contraintes politiques à la BNS et elle a ainsi été rejetée par 77% des votants.

Cela dit, contrairement à l'initiative sur l'or suisse, le projet du GSSA n'a pas pour but premier d'interférer dans la

politique monétaire de la BNS; néanmoins, c'est exactement ce qu'elle fait. Sans parler de tous les dégâts que ce texte cause aux caisses de pension et à l'AVS, il crée un précédent très dangereux.

Si nous acceptons le fait que des organisations politiques et des partis peuvent imposer des contraintes arbitraires et

rigides à la BNS, il sera très compliqué (voire impossible) de limiter ces interventions, puisqu'elles seront dès lors justifiées par ce précédent. On pourrait alors proposer un quota pour certains types d'investissements ou d'autres réglementations bureaucratiques. Cependant, une banque nationale ne doit jamais être placée sous tutelle, sous aucun prétexte. Même si l'initiative défend une cause honorable, elle ne doit pas s'attaquer à l'indépendance de la BNS.

Dans le débat autour du texte soumis au vote, cette interférence dans la politique monétaire de notre banque nationale est trop souvent oubliée. Néanmoins, elle représente un enjeu central de cette votation qui influencera passablement le rapport de force entre les institutions politiques et la BNS. Jusqu'à présent, un équilibre parfait était conservé, et il faut souligner que cet équilibre porte ses fruits: la stabilité du franc et la place importante de la Suisse sur le marché financier sont, entre autres, assurées par la liberté et la marge de manœuvre dont dispose notre banque nationale.

Accepter l'initiative du GSSA revient à remettre en question son indépendance qui a tant profité à la Suisse ces dernières années, c'est pourquoi je vous invite à voter NON le 29 novembre.

publicité



CHINATANG

La médecine traditionnelle chinoise au service de votre santé

CHINATANG vous aide à renforcer vos défenses immunitaires et à prévenir les maladies

Nous vous proposons aussi des soins permettant de traiter de très nombreuses pathologies (liste sur notre site internet).

Nos thérapeutes, diplômés d'universités de MTC en Chine sont des spécialistes en acupuncture, ventouses, massage Tui-na, etc., **reconnus par les assurances complémentaires suisses.**

Un diagnostic gratuit et sans engagement vous sera proposé lors de votre première visite.

Rue Dr César-Roux 28, 1005 Lausanne

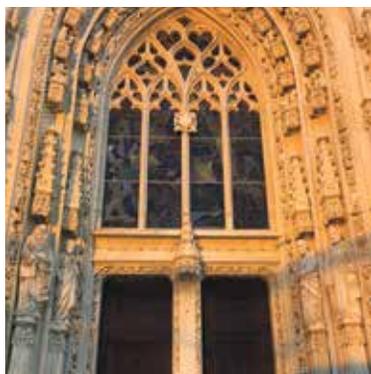
021 931 13 14 - info@chinatang.ch - www.chinatang.ch

Ouvert du lundi au samedi, de 9h à 19h. Place de parc à disposition

ÉGLISES ET POLITIQUE

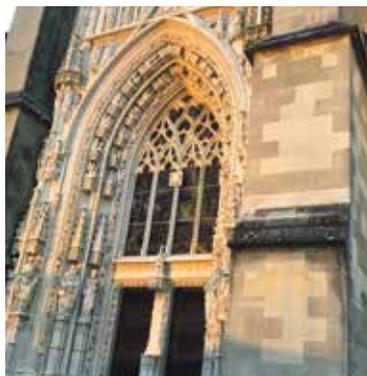
par Jean-François Ramelet,
pasteur,
responsable de «*l'esprit saint,
une oasis dans la ville*» à Lausanne

«Les Églises (catholiques et protestantes) ne devraient pas se mêler de politique»; la remarque réapparaît périodiquement sur le devant de la scène. Elle a été réactivée par la récente campagne sur l'initiative «Entreprises responsables».



La foi chrétienne se fonde sur un événement historique: la vie et la mort de Jésus de Nazareth. La manière qu'a eue Jésus de vivre, de se rapporter aux autres, de se tenir devant «*Celui qu'il appelait son Père*»; sa manière de prendre en compte les questions et les souffrances de ses contemporains, comme leurs problèmes quotidiens (impôts, héritage, sexualité...) ont été perçues et reçues comme étant l'incarnation de la volonté de Dieu pour le monde et les hommes. Jésus est perçu dans la foi chrétienne comme étant la prière que Dieu nous adresse et que le chrétien a vocation d'exaucer.

Attention, ne nous y trompons pas, Jésus ne propose pas de règles éthiques, des normes religieuses, mais il pose un principe indépassable: «*la dignité de chaque être humain*» quelle que soit son genre, son appartenance ethnique, sa religion, sa classe sociale, son état de santé. La parabole bien connue du Bon Samaritain est emblématique de cette attention suprême. Jésus raconte l'histoire d'un homme qui vient de Samarie, autrement dit d'un mécréant aux yeux des religieux de son temps et qui contre toute attente se penche vers l'homme meurtri qui gît au bord du chemin. Le lointain (l'étranger) de passage prend le blessé en charge et devient son prochain. L'attention à l'autre devient un principe universel qui peut guider la vie et le comportement de tout être humain.



«*Cette attention à l'autre*» est un principe qui n'est pas négociable et la mission des Églises est de le rappeler à temps et à contre temps, car elles croient que l'homme joue là sa vocation, comme il joue aussi sa vocation dans son rapport à l'argent, au pouvoir, à la nature. De là à en conclure que les Églises sont légitimées à donner des consignes de vote, il y a un pas que je ne saurais franchir.

À mon sens, la responsabilité de l'Église n'est pas de dire comment il faut voter, mais bien plus d'équiper le chrétien de telle manière qu'il puisse exercer son esprit critique, son discernement pour exercer ses droits et devoirs de citoyens au plus près de ses convictions et de sa conscience.

Parce que les chrétiens sont appelés à être pleinement «*dans le monde, sans être du monde*» (Jean 17), les Églises les encourageront à faire de la politique, à militer au nom de leur foi dans le parti

qu'ils estimeront le mieux à même de servir l'éthique évangélique qui leur sert de cap dans la vie. Le croyant s'y engagera toutefois avec le recul qui lui permettra de distinguer l'appartenance de l'allégeance et de s'affranchir aussi souvent qu'il le juge nécessaire de tout mot d'ordre qui irait à l'encontre de sa foi.

Lorsque les Églises prétendent pouvoir transcrire l'Évangile en des programmes et des slogans politiques ou lorsqu'elles prennent des positions partisans dans des scrutins électoraux, elles se trompent. Elles ne font que durcir les fronts et sombrent parfois dans la diabolisation et la condamnation de l'autre. Nous en avons été témoins encore très récemment en Pologne où l'Église Catholique Romaine a soutenu une loi criminalisant l'avortement ou encore aux États-Unis, où une coalition d'Églises (évangéliques et charismatiques, mais aussi catholiques intégristes) a appelé à voter pour Donald Trump, n'hésitant pas à qualifier tout opposant de suppôt de Satan. Dire que le spectacle que ces Églises nous ont offert était affligeant relève de l'euphémisme.

Il est crucial que les Églises prêtent une attention aux nombreuses questions qui traversent le monde aujourd'hui et qu'elles participent aux dialogues et aux débats de société. Elles doivent le faire avec la posture de ceux qui savent qu'ils ne détiennent pas la vérité.

publicité

Le véritable lit BOXSPRING

le confort absolu inégalé...



www.confort-lit.ch
Confort-lit
DEPUIS 1989

31 ans

Votre partenaire qualité et
confort en ameublement & literie

Av. de Grandson 60
1400 Yverdon-Les-Bains
024 426 14 04

Rue Saint-Martin 34
1005 Lausanne
021 323 30 44

BREXIT OU LE BORD DU GOUFFRE

par Pierre Schaeffer

Quatre ans après le référendum de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE), les négociations n'ont pas cessé, sur fond de butoir fixé au 15 novembre, échéance préalable à un accord entre l'UE et le Royaume-Uni ou à l'absence d'accord (no deal). Dans cette hypothèse, le Royaume-Uni deviendrait un État tiers par rapport au Grand Marché européen. Le premier ministre, Boris Johnson, est-il résigné à ce pis-aller ?

Sa méthode de négociation faite d'ouverture et d'ajournement sur fond de mise en demeure est sans doute conforme au personnage, aussi fantasque que Trump. Mais l'échec de ce dernier devrait inciter Johnson à la prudence, même si le climat international, aujourd'hui, n'est plus celui du Grand Marché européen de 1993, reflet d'un hymne non plus seulement au libre échange venu d'Angleterre, mais à la libre circulation totale dans un cadre mondialisé. Johnson a sonné le glas de cette ouverture sans limites et obligé les XXVII de l'UE à revoir l'armature de la libre circulation au sein de l'UE.

Les quatre libertés sont aujourd'hui en cause, même si leur principe reste un fondement inaltérable de l'Europe continentale. La libre circulation des personnes va être renégociée dans le cadre d'une révision de la Convention de Schengen dont la Suisse est membre à part entière. La libre circulation des marchandises est au cœur de la négociation avec le Royaume-Uni, alors que la liberté de circulation des capitaux a été fortement encadrée par l'OCDE. Quant à la libre circulation des services, elle subit les effets délétères du Covid et de l'augmentation du chômage.

La double facilité apportée aux dix-neuf États membres de l'Union monétaire en termes de déficits et de dette dans le cadre de la crise sanitaire n'exclut



pas «l'aggiornamento» de la libre circulation au sein de l'UE. C'est dans ce contexte de crise que Boris Johnson espère toujours obtenir pour son pays un accord de libre échange avec l'UE, à l'exclusion de toute clause mettant en cause la souveraineté britannique. Le premier ministre devra toutefois accepter de revenir à l'accord de retrait signé par son gouvernement avec l'UE et qui repose sur la libre circulation entre les deux Irlande, situation aujourd'hui acquise et qui renvoie les contrôles douaniers à la mer d'Irlande. Le gouvernement de Londres qui avait annoncé sa volonté de revenir sur cet accord devra y renoncer pour cause de violation de la parole britannique, dénoncée par la Chambre des Lords, et des règles du droit international.

En revanche, le Royaume-Uni ne devrait pas céder sur sa souveraineté, celle qui s'exprime dans la libre circulation des marchandises entre le Royaume-Uni et le continent. Londres refuse de respecter les normes européennes commerciales, environnementales et sociales qui sont la condition pour Bruxelles d'une concurrence égalitaire entre le Royaume-Uni et le continent. Les contentieux ne devront pas être soumis à la Cour européenne de justice, mais à un tribunal arbitral finalement accepté par Bruxelles. Sur les transports et les six millions de camions qui transitent annuellement à Calais, le statut d'État tiers du Royaume-Uni obligera les transporteurs à une déclaration quotidienne ou trente jours à l'avance, confiée à des transitaires, donc facteur de surcoût.

Reste le domaine qui n'a fait l'objet d'aucun progrès en quatre ans et qui est au cœur de la négociation, les droits de pêche auxquels tiennent particulièrement les États riverains du continent en raison de la richesse halieutique des eaux britanniques. L'attribution de quotas va provoquer un repli de la pêche hauturière sur le littoral et la pénalisation de la «petite pêche» des opérateurs riverains. C'est sur ce terrain que devraient se situer les concessions ultimes de l'UE.

Quatre ans après le référendum britannique et des négociations ponctuées de coups de théâtre, l'issue sera-t-elle un marchandage global de dernière heure, selon la technique du bord du gouffre (*brinkmanship*), pour cause de préjudice grave à l'économie de ce pays en cas de retour aux règles de l'OMC ? La clé de la négociation tient à la cohésion du front européen, à ce jour sans faille pour cause de positionnement de l'Allemagne qui veut conserver pour son économie le Grand Marché. C'est le libre échange bismarckien qui fit l'unité allemande au XIX^e siècle. L'Europe des XXVII marchera-t-elle sur ces brisées ? La faiblesse des États de l'Europe du Sud dramatisée par le Covid donne raison à Angela Merkel.

publicité



HOTEL BELLERIVE
★ ★ ★

**Idéal pour tous vos séjours
et ceux de vos connaissances**

Vue imprenable – Parking assuré
Fitness, Sauna, Hammam

BAR PUB « LE 99 »

Av. de Cour 99, 1007 Lausanne
Tél. +41 21 614 90 00
www.hotellerive.ch
info@hotellerive.ch

L'AMÉRIQUE FAIT SON CINÉMA LE FILM N'EST PAS FINI...

par Fabienne Guignard

Les péripéties « trumpistes » que le monde entier suit avec passion tant on a l'impression que l'on regarde en direct un film de Batman, avec ses héros fabuleux, ses méchants toujours plus méchants, des gentils pas si gentils, les foules dopées à l'adrénaline de leurs chefs respectifs. Mais à la fin, après beaucoup de morts et de ruines, le gentil remporte la victoire et la morale est sauvée jusqu'à la prochaine attaque... Aujourd'hui, on n'en est qu'aux deux tiers du film. Tout peut encore arriver. Quel suspense les amis, sauf qu'il s'agit de la présidence des États-Unis. Franchement, Vladimir, Recep, Jinping, le biélorusse doivent bien se marrer...



L'Amérique a fourni au monde des présidents étonnants, parfois détonnants. Avec leur lot de scandales, de menteries et de fins tragiques. Bref les States nous ont habitué en fait à des situations rocambolesques. Donald n'est que le dernier de la liste, fantasque à souhait.

Souvenons-nous de JFK. Assassiné au Texas, dans la fleur de l'âge. Le beau John, que l'on appelait Jack. Lui, arrivé au pouvoir grâce à la fortune de son père qui a toujours flirté avec la mafia et des affaires douteuses, tiens comme le père de Donald, sauvé par la fidélité de son frère Robert, assassiné également, qui avait pour mission de le sortir de fréquents mauvais pas et de pièges tendus par un certain Hoover, fondateur du FBI. Les femmes défilèrent dans la vie de John, à un rythme effréné, parfois espionne russe et parfois star planétaire. Marilyn Monroe ne susurrera-t-elle pas un « Happy birthday Mister President », en public... Et Jackie regardait ailleurs...

Ensuite un certain Richard, moins charismatique, qui se fera choper les mains dans le cambouis à mettre sous écoute ses adversaires politiques. C'est pas beau... Le Watergate, scandale suivi par la planète entière le poussera à la démission. Sortie par la petite porte... Et sortie cinéma, avec un Robert Redford éblouissant pour le mettre à terre...

Il y aura aussi Ronald, ancien acteur de série B, même pas une grande star, habitué pourtant des tapis rouge. Vous imaginez le beau Leonardo à la tête du pays? Question cinéma, ça aurait de la gueule... Il y a bien eu Arnold pour gouverner la Californie... Tout est possible dans le rêve américain... Et puis, Bill. Alors là, avec lui, question scandale, le monde entier s'est régalé. Le « MonicaGate » dopera la vente de cigares car celui de Bill laissera des traces sur une petite robe noire qui a failli lui coûter son poste. Humiliation publique. Impossible aujourd'hui, après MeToo d'échapper à de telles accusations de comportement « inappropriés ». Pourtant il faisait un peu comme John... en moins

pire... Hilary le soutiendra comme un seul homme, le prix à payer pour sa gloire future...

Après le père, le fils aîné, ancien alcoolique et fêtard invétéré avant de s'inscrire aux alcooliques anonymes, Georges fera comme papa, la guerre et se désignera roi de la morale...

Alors Donald, un milliardaire de plus à la tête du pays, au passé sulfureux, rien de bien surprenant. Mais tout de même, élire un roi de la télé réalité, à la réputation douteuse, qui « vire » comme il respire... Pour qui le show, le bon coup, le bon mot est plus important que tout. Le voilà qui doit sortir du jeu mais il ne veut pas. Restons méfiants, avec « Joker », tout peut arriver... Ce n'est pas moi qui le dit, c'est Batman et il sait de quoi il parle...

Bill. Alors là, avec lui, question scandale, le monde entier s'est régalé.

SE RETIRE

La RTS toujours prompte à fustiger les entreprises et tous les écarts de conduite se retrouve avec un « Darius Gate » sous son propre toit. En dehors du fait que les journalistes, à l'interview, sont beaucoup moins agressifs avec leur chef qu'avec nos politiciens, on assiste à beaucoup de « com » sirupeuses, mais peu d'actions crédibles. Quand à Darius, avec son profil et ses compétences, il va pouvoir se recycler à radio Vatican...

ON FERME

Le Conseil d'État, à large majorité féminine, a le sens des priorités. Dans le deuxième « lock-down », elles ont laissé les coiffeuses et les esthéticiennes ouvertes. Comme cela, elles seront toujours bien coiffées pour passer à l'antenne...

SOUS-MARIN

Les députés sont inquiets, avec la fermeture des restaurants et autres points d'eau, le risque d'une longue traversée du désert s'annonce. La vallée de la soif n'est plus très loin. Certains songent à entrer dans la clandestinité pour se retrouver à plusieurs dans des carnotzets, d'autres s'imaginent dealer sous le manteau des topettes de nos vignobles. La soif est mauvaise conseillère...

publicité

Boucherie-Charcuterie de Cour



Volailles
Viande d'élevages de la région
Spécialités : Jambon à l'os, pâtés vaudois
Saucisson, saucisse à rôtir, saucisse au chou
Broches, grils, caquelons à disposition

Christian Freiburghaus
Av. de Cour 38, Lausanne
Tél. 021 617 65 25